

Inondations et vulnérabilité économique des quartiers de Bamako : analyse du cas de Missabougou (Mali)

Sory Ibrahima Fofana

Enseignant-chercheur, Département de Géographie,
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

Approved: 24 October 2026

Posted: 26 October 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Fofana, S.I. (2026). *Inondations et vulnérabilité économique des quartiers de Bamako : analyse du cas de Missabougou (Mali)*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.10.2026.p568>

Résumé

Les inondations constituent l'une des catastrophes naturelles et un problème environnemental majeur. Elles sont consécutives aux fortes précipitations, au déficit d'infrastructures de drainage, à l'obstruction de caniveaux et à la croissance urbaine. Le quartier de Missabougou dans le District de Bamako est confronté à ce phénomène d'inondation récurrente résultant de nombreux facteurs naturels et anthropiques. L'objectif est d'identifier les causes des inondations afin d'évaluer la vulnérabilité économique sur les biens, les activités économiques, leurs logements. La méthodologie adoptée repose sur une enquête par questionnaire et par guide d'entretien. Le choix raisonné a été adopté et la taille de l'échantillon a été fixée 105 personnes réparties dans le quartier de Missabougou. Les résultats de l'étude ont montré que la population de Missabougou est relativement instruite. Plus de la moitié (57,14%) possède leur propre maison. Malgré cette stabilité résidentielle, la moitié de la population enquêtée vit dans les zones à risque élevé d'inondation. L'installation des ménages (37,84%) dans les espaces inappropriés est consécutive au coût élevé du foncier en milieu urbain. Quant à la prévention de risque face à la vulnérabilité, plus la moitié de la population enquêtée (52,38%) déclarent avoir reçu une assistance des autorités. La solution proposée par les enquêtés (33,52%) reste la sensibilisation de la population. Environ 37,14% des enquêtés déclarent avoir subis des dommages économiques.

Mots-clés : Inondation ; vulnérabilité économique ; quartier ; Missabougou, Mali

Floods and Economic Vulnerability in Bamako Neighborhoods: A Case Study of Missabougou (Mali)

Sory Ibrahima Fofana

Lecturer and Researcher, Department of Geography,
University of Social Sciences and Management, Bamako (USSGB), Mali

Abstract

Floods are among the major natural disasters and environmental problems. They result from heavy rainfall, inadequate drainage infrastructure, blocked drains, and rapid urban growth. Missabougou, a neighborhood in the District of Bamako, is frequently affected by flooding caused by numerous natural and human-induced factors. This study aims to identify the causes of flooding in order to assess economic vulnerability in terms of property, economic activities, and housing. The methodology is based on a questionnaire survey and an interview guide. A purposive sampling method was adopted, and the sample consisted of 105 respondents from Missabougou. The study results show that the population of Missabougou is relatively well educated. More than half of the respondents (57.14%) own their homes. Despite this residential stability, approximately half of the surveyed population live in areas at high risk of flooding. The settlement of households in unsuitable areas (37.84%) is largely attributable to the high cost of urban land. Regarding flood risk prevention and vulnerability reduction, more than half of the respondents (52.38%) reported having received assistance from the authorities. The main solution proposed by respondents (33.52%) was raising public awareness. Furthermore, 37.14% of respondents reported having suffered economic losses.

Keywords: Flooding; economic vulnerability; neighborhood; Missabougou; Mali

Introduction

Les inondations urbaines ou périurbaines constituent un problème majeur de gestion et d'aménagement des territoires. Elles affectent chaque année des millions de personnes causant des pertes humaines, des dégâts matériels et des impacts économiques majeurs en Asie, en Europe ou en Afrique.

Le Mali, pays sahélien, est fortement exposé aux effets du changement climatique malgré une instabilité pluviométrique de manière générale. Le pays fait face à des épreuves d'inondations répétitives, notamment dans plusieurs villes du pays comme Ségou, Kayes, Mopti et plus précisément à Bamako. Le quartier de Missabougou est fortement concerné parce que situé au sud de Bamako dans une zone de bas fond proche de la route de Koulikoro. L'urbanisation rapide, l'absence de drainage suffisant et la proximité du fleuve Niger rendent ce quartier très vulnérable aux inondations. De nombreux chercheurs face à la récurrence des inondations, ont travaillé sur cette thématique. P. Antoine, p.9 ; OCDE/CSAO,2020, p.141 affirme que les facteurs aggravants de ce phénomène sont la très rapide urbanisation en Afrique de l'Ouest. Ainsi selon Z. Nouaceur et S. Gilles (2013, p.3), tout porte à croire que le risque d'inondation va continuer à croître dans les villes de l'Afrique de l'Ouest. Régulièrement, un grand nombre d'habitants subit des inondations cycliques en périodes hivernales, mais aussi des inondations épisodiques dont la fréquence et l'intensité sont de plus en plus élevées, comme celles de 2007, 2013, 2016, et 2017(DGPC,2019, p.9) et du 16 mai 2019, qui ont engendré beaucoup de pertes en vie humaine et d'importants dégâts matériels.

Beaucoup d'études réalisées sur l'inondation à Bamako s'intéressent à celles causées par le fleuve Niger qui traverse la ville d'Ouest à l'Est sur environ 20 km. Mais la plupart d'entre elles sont liées aux aspects de bilan de pertes en vie et des dégâts matériels ainsi qu'à l'aide aux victimes et sinistrés selon M. Tiepolo & al. (2018, p.13) et H. Diawara & al. (2019, p.195).

L'objectif principal de la recherche vise à analyser l'impact des inondations sur la vulnérabilité économique des habitants du quartier de Missabougou.

L'hypothèse principale se décline comme suit : la situation géographique du quartier, son relief et la proximité du fleuve sont des facteurs exposant Missabougou aux inondations fréquentes qui augmentent la vulnérabilité économique des habitants.

I. Matériel et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

Missabougou est un quartier situé dans la commune 6 du district de Bamako. Il est situé entre 7°55'30" et 7°55'0" de longitude Ouest, et 12°37'40" et 12°38'15" de latitude Nord. Missabougou est limité au nord par le fleuve Niger, à l'Ouest par le quartier Magnambougou au sud par le quartier de Banankabougou, et à l'est par le quartier Sokorodji ce qui lui donne un accès facile à la principale route de Bamako notamment grâce à sa proximité avec le troisième pont. Le relief est globalement accidenté à pente

Nord/Sud, s'inclinant vers le fleuve Niger. Le quartier est fortement vulnérable aux inondations et fait office de réceptacle pour les eaux de ruissellement en provenance des quartiers plus haut.

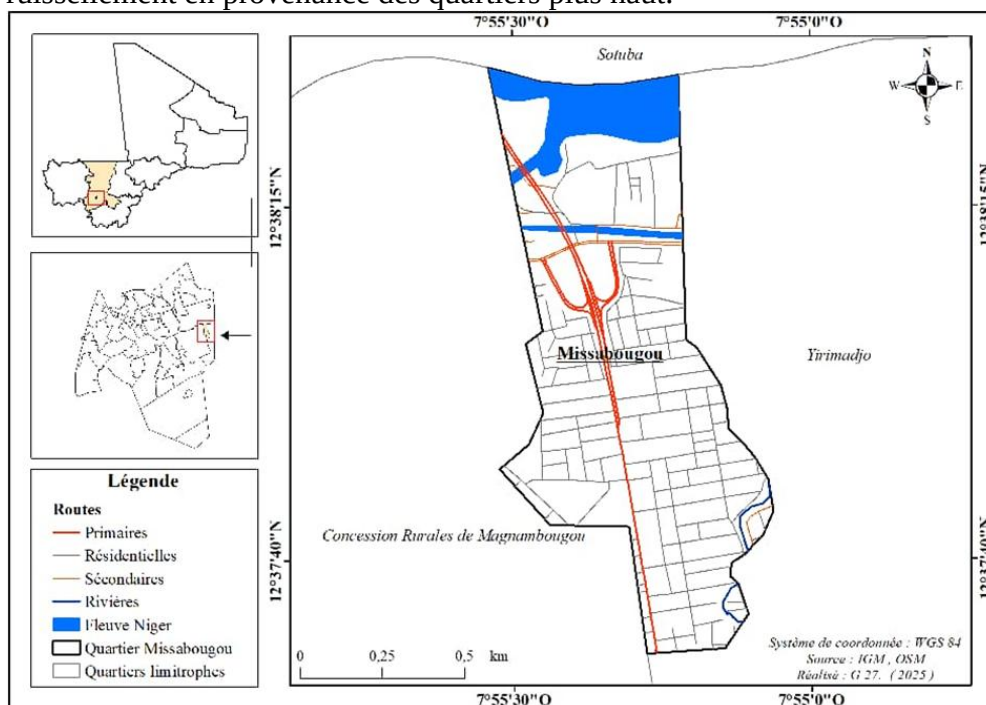


Figure 1 : localisation de la zone d'étude

Matériels utilisés

Dans cette étude les outils utilisés sont entre autres les motos pour les déplacements dans la zone d'étude, Excel, Word, pour la rédaction du document, Access pour la saisie de nos questionnaires et l'analyse des données, l'ordinateur portable et le traitement des données du terrain. Le logiciel de cartographie ARCMAP 10.3 pour l'élaboration de la carte de localisation.

1.2. Méthodologie adoptée

Pour l'élaboration de ce travail, la méthodologie utilisée s'est basée l'observation du terrain, la revue documentaire et des enquêtes de terrain. Divers documents (rapport ; mémoire ; articles etc...) ont été consultés dans les différentes bibliothèques. Les questionnaires d'enquête quantitatives ont été administrés aux familles sinistrées et le guide d'entretien à la mairie, auprès de la chefferie du quartier à Missabougou (Mr Abdoul Karim Sangaré).

Echantillonnage

Suite à l'indisponibilité de statistique fiable du nombre de ménages du quartier, nous avons selon le choix raisonné choisi 105 ménages qui ont été soumis au questionnaire. Les critères qui ont prévalu au choix des 105 ménages dans le quartier de Missabougou sont les suivants : populations fortement touchées par l'inondation, moyennement touchées et moins touchées. A cet effet, 105 chefs de ménages ou leur représentant selon les critères ci-dessus ont été soumis au questionnaire.

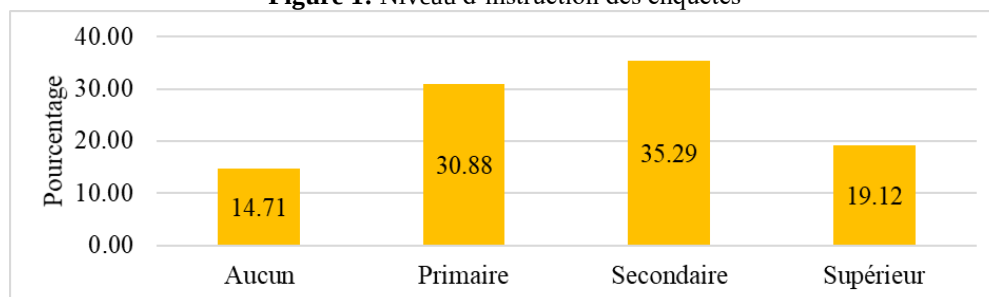
2. Résultats

2.1. Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés

2.1.1. Niveau d'instruction des enquêtés

Les résultats révèlent que la majorité des enquêtés ont atteint le niveau secondaire (35,29 %), suivis du primaire (30,88 %). Les personnes ayant un niveau supérieur représentent 19,12 %, tandis que 14,71% n'ont reçu aucune instruction.

Figure 1: Niveau d'instruction des enquêtés

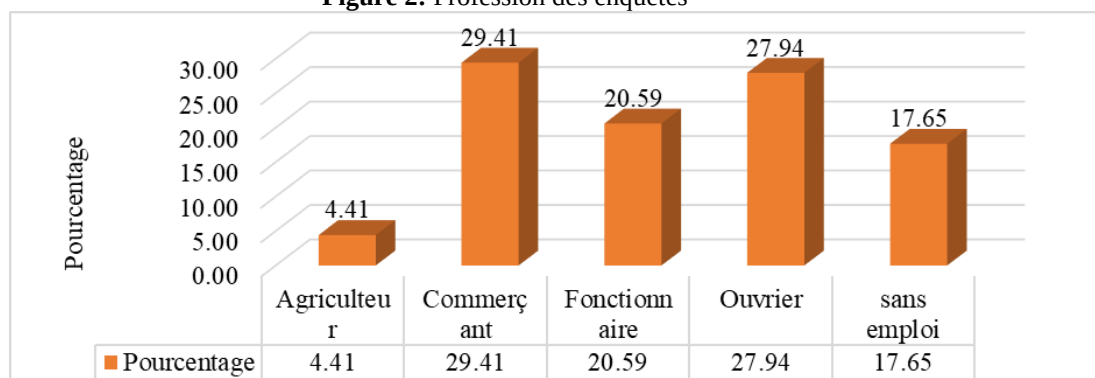


Source : enquête de terrain, 2025

Cette répartition montre que la population de Missabougou est relativement instruite, avec une proportion importante de personnes ayant fréquenté l'école avec 35% ayant atteint le secondaire. Cela peut favoriser une meilleure compréhension des enjeux environnementaux, notamment ceux liés aux inondations. Toutefois, la part non négligeable de personnes sans instruction souligne la nécessité de renforcer la sensibilisation par des méthodes simples et accessibles à tous.

2.1.2. Principales activités des enquêtés

L'analyse des activités exercées montre que les commerçants constituent le groupe le plus représenté avec 29,41 %, suivis des ouvriers (27,94 %) et des fonctionnaires (20,59 %). Les sans-emploi représentent 17,65%, tandis que les agriculteurs ne sont que 4,41%.

Figure 2: Profession des enquêtés

Source : enquête de terrain 2025

Cette structure indique que la zone étudiée est essentiellement urbaine ou périurbaine, où le commerce et les petits métiers dominent. La faible proportion d'agriculteurs s'explique par la rareté des espaces agricoles. La présence notable de sans-emploi peut toutefois accentuer la vulnérabilité socio-économique face aux inondations, car les ressources financières limitées réduisent la capacité d'adaptation.

2.1.3. Statut d'occupation du logement

La majorité des enquêtés sont propriétaire de leur logement (57,14%) suivie des locataires (24,76%) et la présence des hébergés gratuitement (18,10%).

Tableau 1: Statut d'occupation du logement

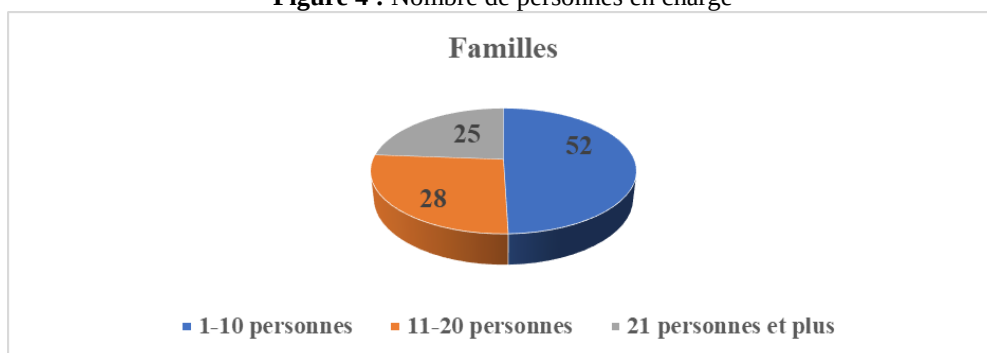
Statut occupation du logement	Effectif	Pourcentage
Hébergé gratuitement	19	18,10
Locataire	26	24,76
Propriétaire	60	57,14
Total général	105	100,00

Source : Enquête de terrain, 2025

Cette situation traduit une relative stabilité résidentielle (57,14%), puisque plus de la moitié possède leur propre maison. Cependant, les locataires et les hébergés, souvent plus dépendant, peuvent avoir moins de moyens pour entreprendre des travaux de protection contre les inondations. Cela montre que la capacité d'adaptation dépend aussi du statut foncier.

2.1.4. Enquêtés selon le nombre de personnes en charge

Le tableau ci-après nous montre la taille des ménages selon trois tranches, ainsi que le nombre de famille correspond à chaque catégorie.

Figure 4 : Nombre de personnes en charge

Source : Enquête de terrain, 2025

Le graphique met en évidence une forte variation de la taille des ménages au sein de la zone étudiée. Les foyers de 1-10 personnes, majoritaire avec 52 familles témoigne d'une structure familiale relativement restreint. Les ménages de 11-20 personnes (28 familles) traduisent quant à eux une cohabitation élargie souvent liées à la solidarité familiale ou à la présence de plusieurs générations sous un même toit. En fin les foyers de 21 personnes et plus, bien que moins nombreux (25 familles) montre la persistance de grands ensembles familiaux traditionnels. Cette répartition relève des besoins variés en termes d'espace, d'infrastructure et de gestion des ressources domestiques.

2.1.5. Type d'habitat des enquêtés

Les données montrent que 44,76% des ménages vivent dans des maisons en matériaux durs, tandis que 30,48 % occupent des habitations semi-dures. Les maisons en banco représentent 18,10%, et 6,67 % des habitants vivent dans des logements précaires.

Tableau 2: Répartition selon le type d'habitat

Type d'habitat	Effectif	Pourcentage
Banco	19	18,10
Dur	47	44,76
Semi dur	32	30,48
Précaire	7	6,67
Total général	105	100,00

Source : Enquête de terrain, 2025

Cette répartition indique une prédominance de constructions en dur qui sont situées aux abords des zones marécageuses, mais une part importante de logements en matériaux fragiles reste exposée aux risques d'inondation. Les habitations en banco et précaires sont souvent mal résistantes à l'humidité et aux ruissellements, ce qui accroît la vulnérabilité des ménages les plus modestes.

2.2. Exposition aux risques d'inondation dans le quartier

2.2.1. Cause des inondations

Les causes des inondations sont nombreuses comme répertoriées dans le tableau ci-dessous

Tableau 3 : Différentes causes des inondations

Causes des inondations	Effectif	Pourcentage
Caniveaux bouchés	15	14,29
Construction dans la zone à risque	59	56,19
Débordement du fleuve	3	2,86
Egouts bouchés	4	3,81
Pluies fortes	6	5,71
Proximité du fleuve	18	17,14
Total général	105	100,00

Source : enquête de terrain, 2025

Les principales causes identifiées sont la construction dans les zones à risque (56,19%), la proximité du fleuve (17,14%) et les caniveaux bouchés (14,29%). Les pluies fortes (5,71%), égouts bouchés (3,81%) et débordements du fleuve (2,86%).

Ces résultats mettent en évidence que les causes humaines (urbanisation non maîtrisée, manque d'entretien des caniveaux, constructions anarchiques) dominent largement sur les causes naturelles. Cela montre que la mauvaise gestion urbaine est un facteur clé du risque d'inondations.

2.2.2. Zones marécageuses facteur de vulnérabilités aux inondations

Les résultats des enquêtes montrent que 54,41 % des ménages résident dans des zones marécageuses, contre 45,59 % qui n'y habitent pas. Ce choix d'habitat peut être lié au manque de terrains constructibles dans les zones sûres ou au faible coût des terrains en zones inondables, rendant ces espaces plus accessibles aux ménages à faibles revenus.

Photo 1: Des bâtis à proximité des zones marécageuses à Missabougou





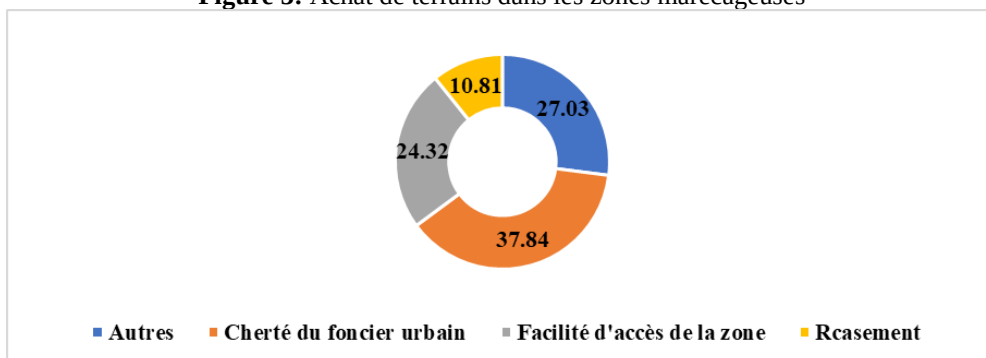
Prise de vue S.I FOFANA, août 2025

Sur les images, nous constatons des dépôts d'ordures et des bâtiments construits dans le lit de la rivière de Missabougou, qui obstruent ce dernier et provoquent des inondations. Pire, cette obstruction du lit par endroit force l'eau à s'étaler en amont sur des terres situées plus en altitude, normalement hors des zones naturellement inondables. Donc, nous pouvons dire que certaines inondations observées sont fortement aggravées (ou même provoquées) par l'occupation illicite du lit par la population.

2.2.3. Achat des terrains dans les zones marécageuses, une alternative à la cherté du foncier urbain

Diverses raisons ont prévalu à l'achat des zones marécageuses. Elles sont répertoriées dans la figure ci-dessus.

Figure 3: Achat de terrains dans les zones marécageuses



Source : enquête de terrain, 2025

Parmi ceux vivant dans les zones marécageuses, 37,84 % expliquent ce choix par la cherté du foncier urbain, tandis que 27,03 % évoquent « autres raisons ». Environ 24,32% ont été attirés par la facilité d'accès et

10,81 % par le recasement. Les contraintes économiques sont le principal facteur d'installation des habitants dans ces zones. A cet effet, les ménages modestes se procurent des espaces inappropriés, relativement moins chers exposant ainsi leurs habitations aux risques d'inondation.

Photo 2 : Occupation par les bâtis des zones à fort risque d'inondation à Missabougou



Prise de vue S.I FOFANA, août 2025

2.2.4. *Le faible aménagement du territoire comme facteurs d'inondations*

Le tableau statistique présente la répartition d'autres causes des inondations (tableau 4).

Tableau 4 : Faible aménagement du territoire comme facteur favorisant les inondations

Facteur favorisant l'inondation	Effectif	Pourcentage
Urbanisation non contrôlée	44	41,90
Problème d'infrastructures	8	7,62
Obstruction des voies d'écoulement d'eau	16	15,24
Constructions (illégalles) dans le lit du fleuve	27	25,71
Pluie diluvienne	7	6,67
Incivisme de la population	3	2,86
Total	105	100,00

Source : enquête de terrain, 2025

Le tableau met en évidence la prédominance du facteur de l'urbanisation incontrôlée avec 41,9% d'avis des enquêtés. Comme cause nous pouvons signaler aussi le non-respect des schémas d'aménagement urbains. Cela suggère un lien fort entre l'étalement urbain désorganisé et la survenue des inondations. L'incivisme de la population (2,86%) et le problème d'infrastructure (7,62%) sont des éléments qui bien que moins fréquents contribuent également aux risques. En plus des facteurs ci-dessus, d'autres causes peuvent être à la base des inondations dans le quartier. Malgré les dégâts annuellement causés par des inondations détruisant les habitations conduisant aux déménagements temporaires des occupants qui

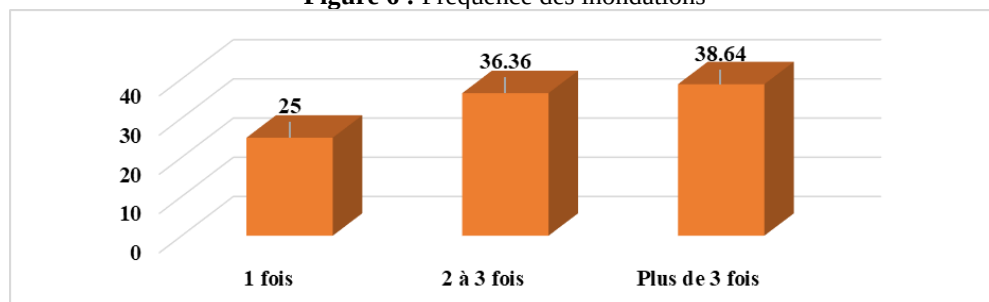
reviennent toujours réoccuper les mêmes endroits après le sinistre au motif de détenir des autorisations d'occuper délivrées par des autorités compétentes.

La période hivernale reste le moment privilégié de la survenue des inondations entre les mois de juin et août (33,82 %), suivie du mois de septembre à octobre (27,94 %). Les autres périodes concernent 35,29 % des cas. Cette répartition correspond à la saison pluvieuse au Mali, période durant laquelle les précipitations sont intenses. Cela souligne la forte dépendance des inondations au régime pluviométrique, mais aussi le rôle aggravant du mauvais drainage des eaux.

2.2.5. *Fréquence des inondations dans le quartier*

Le quartier de Missabougou est constamment confronté aux inondations répétitives. A cet effet, nous avons recensé la fréquence de habitants touchés par ce phénomène

Figure 6 : Fréquence des inondations



Source : enquête de terrain, 2025

L'analyse des données montre que les habitants sont fréquemment exposés aux inondations 36,36% en ont connu deux à trois fois, et 25 % une seule fois. De plus, 38,64% ont été touchés plus de 3 fois. Cela confirme que le phénomène est répétitif et persistant dans le quartier, ce qui se traduit par une absence de solutions durables ou de mesures efficaces pour prévenir les inondations. Cette situation met en évidence un risque persistant et mal maîtrisé, montrant que la majorité des habitants vit des épisodes d'inondations à répétition, ce qui accroît leurs vulnérabilités au fil des années.

2.2.6. *Victimes d'inondation, une proportion de plus en plus importante*

L'enquête révèle que 64,71% des ménages ont déjà été victimes d'inondations, contre 35,29 % qui ne l'ont pas été. Ces proportions élevées prouvent à suffisance que les inondations constituent une réalité vécue par la majorité des habitants. Elle illustre la forte exposition du quartier aux aléas hydrologiques et la récurrence du phénomène dans la zone.

2.2.7. *Type de dommages enregistrés*

Les dommages enregistrés par les habitants à la suite des inondations sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5: Type de dommages enregistrés

Nature des dommages	Effectif	Pourcentage
Dommages économiques (détérioration du commerce, matériel de travail etc.)	39	37,14
Dégradation des maisons	18	17,14
Déplacement temporaire	26	24,76
Apparition des maladies	7	6,67
Perte de biens matériels	15	14,29
Total général	105	100,00

Source : enquête de terrain, 2025

Les conséquences des inondations sont multiples : 37,14% déclarent avoir subi des dommages sur le plan économique comme la détérioration de leur commerce, la perte du matériel de travail etc mais 17,14% ont constaté la dégradation de leur maison, 24,76 % se sont déplacés temporairement, 6,67% ont souffert de maladies, et 14,29% ont perdu des biens matériels.

Ces chiffres montrent à suffisance que la population est vulnérable sur les plans économique, matériel, sanitaire et social. Les pertes enregistrées témoignent du manque de protection des infrastructures et du niveau de vulnérabilité élevé des ménages. La population riveraine, à cause des pertes économiques enregistrées mettent assez de temps pour se remettre des préjudices subis. Pour atténuer les dommages, des systèmes d'évacuation d'eaux sont mis en place.

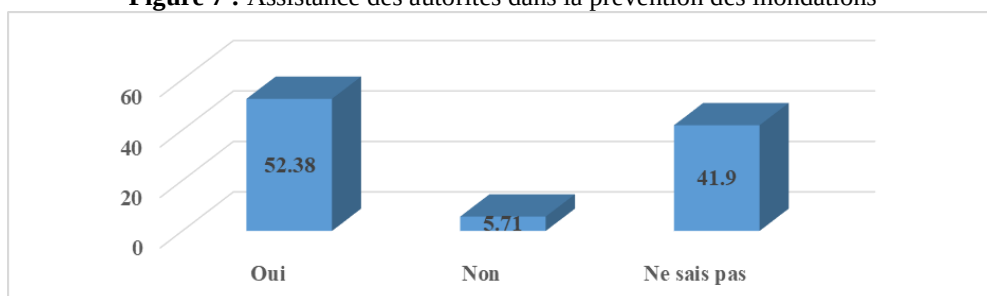
2.3. **Dispositifs de prévention, propositions de solutions comme facteurs de réduction de la vulnérabilité de la population**

2.3.1. *Système d'évacuation des eaux*

Le système d'évacuation des eaux permet aux habitants une bonne gestion des eaux inondables et de réduire les dégâts causés par l'inondation. L'analyse des données montrent que 83,82 % des ménages ne disposent pas de système d'évacuation, contre seulement 16,18 % qui en possèdent. L'absence de dispositifs de drainage favorise la stagnation des eaux et l'aggravation des inondations après chaque pluie. Cela reflète la déficience en infrastructures urbaines adaptées. Les autorités ont aussi apporté leur pierre à l'édifice.

2.3.2. *Assistance des autorités dans la prévention*

Plus de la moitié des enquêtés (52,38%) déclarent avoir reçu une assistance des autorités, alors que 5,71% affirment ne pas en avoir bénéficié et 41,90% n'ont pas fourni de réponse.

Figure 7 : Assistance des autorités dans la prévention des inondations

Source : enquête de terrain, 2025

Même si une partie de la population reconnaît un soutien institutionnel, ces chiffres montrent que l'intervention de l'État reste partielle et inégale. Une meilleure coordination des actions et une implication durable des autorités locales sont nécessaires pour prévenir les inondations.

2.3.3. Mesures prises en amont pour réduire les inondations

Les mesures préventives les plus pratiquées sont la construction de diguettes (54,29%) et le remplissage de sacs de sable (28,57%). D'autres ménages pratiquent la surélévation des murs (7,62%), tandis que 9,52% ne prennent aucune mesure.

Tableau 6 : Mesures prises en amont face aux inondations

Mesures prises face aux inondations	Effectif	Pourcentage
Construction de diguettes	57	54,29
Remplissage des sacs de sables	30	28,57
Surélévation des murs	8	7,62
Aucune disposition	10	9,52
Total général	105	100,00

Source : enquête de terrain, 2025

Ces efforts montrent une prise de conscience progressive du risque par la population, mais les moyens utilisés restent souvent rudimentaires et insuffisants pour contenir des crues importantes.

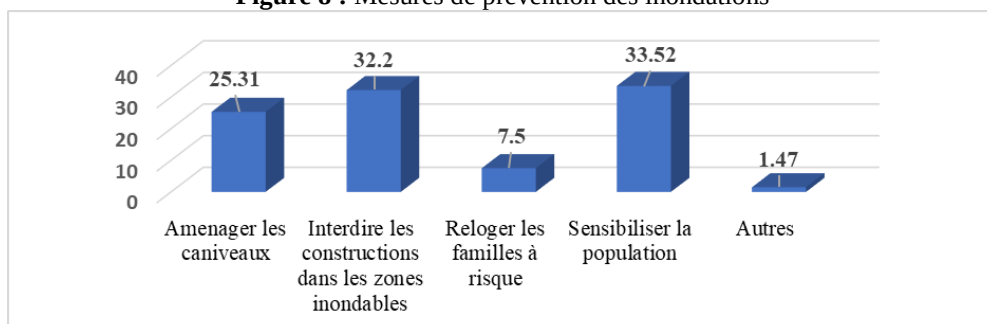
2.3.4. Sensibilisation sur les mesures de prévention

Une large majorité (83,82 %) des enquêtés affirment avoir été sensibilisés aux mesures de prévention, contre 16,18 % qui ne l'ont pas été. Les efforts de communication menés par les autorités ou certaines actions locales sont nécessaires pour minimiser les inondations. Toutefois, cette sensibilisation doit s'accompagner d'actions concrètes sur le terrain pour être réellement efficace.

2.3.5. Mesures pour réduire les inondations à Missabougou

Selon les enquêtés plusieurs se sont mis d'accord pour la sensibilisation de la population avec un effectif de (33, 52%).

Figure 8 : Mesures de prévention des inondations



Source : enquête de terrain, 2025

La répartition ci-dessus montre que la population perçoit les mesures de prévention comme collectives en se basant sur la sensibilisation de la population (33,52%). Aussi, elle estime que les constructions dans les zones inondables avec 32,20% d'avis des enquêtés doivent être interdites, tandis qu'une faible proportion (1,47%) des enquêtés n'ont pas émis de proposition.

Discussions

La ville de Bamako, et principalement le quartier de Missabougou connaît une urbanisation incontrôlée avec 41,9% d'avis des enquêtés. Comme cause nous pouvons signaler aussi le non-respect des schémas d'aménagement urbains. Ce résultat est confirmé par les conclusions de Benjaminsen et al (2019) sur les inondations à Bamako, qui soulignent que l'absence de planification urbaine et de corridors d'urgence aggrave les effets des catastrophes hydrologiques.

La période hivernale reste le moment privilégié de la survenue des inondations entre les mois de juin et août (33,82 %), suivie du mois de septembre à octobre (27,94 %). Les autres périodes concernent 35,29 % des cas. Cette répartition correspond à la saison pluvieuse au Mali, période durant laquelle les précipitations sont intenses.

Selon l'étude de Coulibaly B *et al.*, 2025, p.64, les données pluviométriques recueillies entre juin et octobre 2024 révèlent une intensification marquée des précipitations en commune VI de Bamako, avec un cumul de 1623,82 mm contre seulement 427,61 mm sur la même période en 2023. Cette augmentation de près de 280 % illustre une dynamique météorologique exceptionnelle, susceptible d'avoir fortement contribué à la

survenue des inondations observées à Missabougou. En 2024, le pic des précipitations a été observé en août avec 496,4mm

Ce résultat est conforme à celui obtenu par l'étude de Hamadou Issaka et Dominique Badariotti, 2013., p.4 qui affirme que les inondations à Niamey ont lieu généralement en saison pluvieuse, particulièrement au mois d'août, période où les pluies sont souvent abondantes et peu espacées. Les inondations à Niamey sont donc liées à des causes naturelles (écoulement du fleuve qui peut sortir hors de son lit) et anthropiques directes avec notamment l'imperméabilisation des berges et la dégradation continue des sols qui accentuent le ruissellement et limitent l'infiltration.

Les résultats de l'étude révèlent une prédominance de constructions en dur qui sont situées aux abords des zones marécageuses, mais de nombreux logements en matériaux fragiles restent exposés aux risques d'inondation. Les habitations en banco et celles précaires sont souvent mal résistantes à l'humidité et aux ruissellements, ce qui accroît la vulnérabilité des ménages les plus modestes. Ce résultat est semblable à celui obtenu par Hamadou Issaka et Dominique Badariotti, 2013., p.7 qui affirme qu'à Niamey quatre types d'habitats se distinguent : les habitats en dur, en banco, en semi-dur et les paillotes. Si l'habitat en dur est réservé principalement aux couches aisées, les moins nantis se retrouvent dans l'habitat en banco moins résistant.

Dans le quartier de Missabougou, les populations vivant dans les zones marécageuses, 37,84 % expliquent ce choix par la cherté du foncier urbain, tandis que 27,03 % évoquent « autres raisons ». Environ 24,32% ont été attirés par la facilité d'accès et 10,81 % par le recasement. Les contraintes économiques sont le principal facteur d'installation des habitants dans ces zones. La même tendance est observée à Niamey si l'on se réfère à l'étude de Hamadou Issaka et Dominique Badariotti, 2013., p.19 où l'accession à la parcelle officielle est un parcours du combattant et l'offre a toujours été inférieure à la demande. Dans ces conditions, avoir une parcelle devient une obsession pour beaucoup de demandeurs, peu importe la situation géographique ou la topographie du site.

Les conséquences des inondations sont multiples : 37,14% déclarent avoir subi des dommages sur le plan économique comme la détérioration de leur commerce, la perte du matériel de travail etc mais 17,14% ont constaté la dégradation de leur maison, 24,76 % se sont déplacés temporairement, 6,67% ont souffert de maladies, et 14,29% ont perdu des biens matériels. Dans l'étude de Dambré Koungbanane *et al.*, 2023, le bassin versant de la rivière Oti, au Togo, n'échappe guère aux situations d'urgence liées aux risques d'inondation. Les inondations entraînent plusieurs dégâts matériels, économiques et humains (PANA, 2009 ; Tapé, 2019). Les écosystèmes sont

impactés et les populations en subissent les conséquences, ce qui entraîne des migrations et freine l'atteinte des Objectifs du développement durable.

Conclusion

Missabougou est un cas d'étude illustrant comment la pression démographique et l'absence de planification urbaine maîtrisée se transforment un aléa naturel (pluie intenses), en catastrophes récurrentes, confirmant que les inondations sont le reflet de nos choix d'aménagement. La principale solution proposée par les habitants est l'interdiction des constructions dans les zones inondables, le renforcement et la rigueur dans l'application des schémas d'aménagement du territoire et une sensibilisation accrue. D'autres suggèrent la démolition des constructions contiguës au lit du fleuve. La réduction durable de la vulnérabilité passera nécessairement par une implication conjointe des autorités pour l'aménagement du territoire, la construction des caniveaux adéquats et le relogement des familles à risque après les démolitions.

Conflit d'intérêts : L'auteur a déclaré n'avoir aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données figurent dans le corps de l'article.

Déclaration de financement : L'auteur n'a bénéficié d'aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Antoine P, 1997, l'urbanisation en Afrique et ses perspectives ; FAO ; 21p.
2. Benjaminsen TA, Diarra A, Sidibé O., 2019, Urbanisation et vulnérabilité aux inondations à Bamako. Environnement et Territoires.; 5(3): pp. 65-84.
3. Coulibaly B *et al*, 2025, Effets des Inondations sur la santé de la population de Missabougou en commune VI du district de Bamako de l'année 2024, Liptako-1 Health, 2025 ; Vol 2 (1) : p. 57-67
4. Dambré K, Faya L, Minkilabe D et Henri S. Vodounon T, 2023, Impacts socio-économiques et environnementaux des risques d'inondation dans le bassin versant de l'Oti au Togo (Afrique de l'Ouest) p.2 <https://doi.org/10.4000/vertigo.40341>
5. Diawara, H, « Analyse des paramètres morphométriques et du risque d'inondation dans les bassins versants de Niamakoro et de Missabougou.», no. 18, 2021, pp. 75-92.

6. Hamadou I et Dominique B, 2013, Les inondations à Niamey, enjeux autour d'un phénomène complexe, *Floods in Niamey, issues around a complex phenomenon*, pp. 295-310, <https://doi.org/10.4000/com.6900>
7. RGPH 2009 : recensement général de la population et l'habitat de 2009.
8. Tiepolo, M., Bacci, M., et Braccio, S. (2018). *Multihazard Risk Assessment for Planning with Climate in the Dosso Region, Niger*, *Climate* 6 (3), 67, 2018. p.39.
9. Zeineddine N et Sandrine G, 2013, « *Changements climatiques et inondations urbaines au Sahel – Études de cas : Nouakchott (Mauritanie) et Ouagadougou (Burkina Faso)*, *Géo Suds, UMR CNRS, 6228, IDEES, Université de Rouen*, 10p.